



Conseil de sécurité

Distr. générale
15 septembre 2010
Original : français

**Lettre datée du 7 septembre 2010, adressée au Président
du Conseil de sécurité par le Représentant permanent
du Tchad auprès de l'Organisation des Nations Unies**



**Annexe à la lettre datée du 7 septembre 2010 adressée
au Président du Conseil de sécurité par le Représentant
permanent du Tchad auprès de l'Organisation
des Nations Unies**

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous communiquer, à l'attention du Conseil, le plan tchadien pour la pérennisation du Détachement intégré de sécurité, et ce conformément au paragraphe 5 de la résolution 1923 (2010) du Conseil (voir annexe).

Je vous prie de bien vouloir faire en sorte que la présente lettre et son annexe soient distribuées comme document du Conseil.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(Signé) M. Ahmad **Allam-Mi**

Plan de pérennisation du Détachement intégré de sécurité présenté par la République du Tchad

En application de la résolution 1923 (2010) du Conseil de sécurité du 25 mai 2010 en son paragraphe 5, le Gouvernement tchadien s'est engagé à présenter un plan relatif à l'appui devant être apporté aux éléments du Détachement intégré de sécurité (DIS) après le départ de la Mission des Nations Unies en République centrafricaine et au Tchad (MINURCAT). Ce plan doit prévoir toutes les mesures pour renforcer les capacités du DIS afin qu'il assure efficacement la sécurité dans les camps des réfugiés et les sites des personnes déplacées et aux alentours, fournisse des escortes de sécurité et assure la sécurité de la zone, en coordination avec la gendarmerie et la Garde nationale et nomade. L'élaboration du plan par le Tchad sans la contribution de la MINURCAT a pris du retard à cause de la lourdeur des services financiers de cette dernière qui n'ont pas remis en temps voulu à la partie tchadienne le budget 2009-2010 pour le fonctionnement du DIS conformément aux recommandations du Groupe de travail mixte de haut niveau.

Le plan de pérennisation du système de sécurisation

La protection des civils dans le pays relève d'abord de la responsabilité du Gouvernement. Quant à la situation à l'est, elle connaît une évolution positive. Cette évolution positive est due essentiellement à la normalisation des relations entre le Tchad et le Soudan suite à l'Accord de Ndjamena du 15 janvier 2010. Cet accord a institué le déploiement d'une force mixte Tchad-Soudan de 3 000 hommes tout le long de la frontière. Il a été décidé également de l'ouverture des frontières entre les deux pays, occasionnant ainsi l'interdiction de tout mouvement transfrontalier d'éléments armés.

Ce nouveau contexte permet au Gouvernement du Tchad d'assumer l'entière responsabilité de la sécurité et de la protection des populations civiles en s'acquittant des tâches suivantes :

- a) Assumer les responsabilités en matière de sécurité et de protection des civils en danger, en particulier les réfugiés et les personnes déplacées internes;
- b) Faciliter l'acheminement de l'aide humanitaire et la libre circulation du personnel humanitaire en contribuant à améliorer la sécurité dans la zone d'opérations;
- c) Assurer la sécurité et la liberté de circulation du personnel de la MINURCAT, ainsi que du personnel des Nations Unies en général et du personnel associé.

En rappel, le Gouvernement tchadien avait dégarni l'espace humanitaire des militaires tchadiens s'y trouvant pour laisser la place à la force onusienne et aux éléments du DIS. Avec la nouvelle donne, le renforcement de la sécurité se fera – ce qui d'ailleurs se fait déjà – par la réinstallation des militaires dans les centres laissés par la force onusienne et le renforcement des villes par les éléments de la gendarmerie, de la Garde nationale et nomade du Tchad (GNNT). Le DIS, qui avait une compétence de sécurisation dans et autour des camps des réfugiés et des sites des déplacés sur un rayon n'excédant pas 10 kilomètres, se voit désormais élargir son rayon d'action sur toute la zone relevant de sa compétence, en sus des escortes des humanitaires en liaison avec les autres forces de sécurité dans la région. La

ceinture sécuritaire à l'est, dans le Salamat, le Moyen-Chari et le Logone oriental se fait à trois niveaux :

- Le premier niveau, les forces de souveraineté [Armée nationale tchadienne (ANT)] sont basées dans les villes de garnison tout le long de la frontière de Bahaï à Tissi. En plus, la force mixte Tchad-Soudan est basée dans 10 localités de part et d'autre de la frontière, et leur commandement était à El-Geneina (Soudan) avant d'être maintenant à Abéché (Tchad), la périodicité est de six mois par pays;
- Le deuxième niveau est constitué des forces de la gendarmerie territoriale et de la Garde nationale et nomade du Tchad dans tous les gros villages se situant en deçà de la frontière entre la zone d'opérations du DIS et des villes garnisons. En plus, il y a la force mixte de désarmement qui sillonne en permanence dans toute la zone de l'Est. C'est une force mobile qui prête main forte aux autres forces de sécurité en cas de besoin;
- Le troisième niveau est la ligne de surveillance du DIS, c'est-à-dire dans et autour des camps des réfugiés et dans les villes en liaison avec les forces de sécurité locales telles que la gendarmerie et la Police nationale. Il est à noter que toutes ces forces sont dotées d'appareils de communication pour un échange d'information en temps réel.

Ce dispositif de sécurité à trois niveaux a déjà prouvé son efficacité. Les bandits et les malfrats qui écumaient la zone il n'y a pas longtemps sont fortement découragés faute de repère et de refuge. C'est ainsi que l'unité d'action des forces de défense et de sécurité et des éléments du DIS a permis de cerner les lieux et d'empêcher les kidnappeurs de l'employé de l'ONG humanitaire Oxfam, Hubert Blama, de traverser la frontière avant de lancer l'assaut pour le libérer. Une autre action de bravoure des éléments du DIS : le dimanche 27 juin 2010, un groupe de malfrats armés de fusils d'assaut a envahi le siège de l'ONG Intermoon Oxfam de Koukou Angarana, enlevé M^{lle} Sandrine Robert, de nationalité française, emporté deux (2) véhicules, un ordinateur et un téléphone portable. Alertés, les éléments du DIS se sont mis aussitôt à la poursuite des assaillants, les ont interceptés et après un accrochage les ont ramenés, avec M^{lle} Sandrine Robert saine et sauve, ainsi que les deux véhicules. Le 3 juillet 2010, vers Oum-Hadjer, un véhicule de l'ONG Africaire a été enlevé par des malfrats. Ce sont les éléments du DIS basés à Guereda qui ont réussi à récupérer le véhicule et à arrêter les ravisseurs. Dans la journée du 4 juillet 2010 à Abéché, un véhicule de la MINURCAT immatriculé UN 00779 a été enlevé par des kidnappeurs; une fois encore, les éléments du DIS ont réussi à récupérer le véhicule en moins de deux (2) heures; les ravisseurs sont arrêtés et remis à la justice.

Ainsi, la situation sécuritaire est actuellement bien maîtrisée, au point que les éléments du DIS se permettent d'effectuer des patrouilles et des escortes dans d'autres différentes localités vulnérables. Les éléments du DIS assurent la sécurité dans les camps de réfugiés, les sites des déplacés ainsi que leurs alentours et facilitent l'acheminement de l'aide humanitaire et la libre circulation du personnel humanitaire en coordination avec la gendarmerie et la Garde nationale et nomade. Le Tchad est aujourd'hui capable et apte à assumer ses responsabilités souveraines, à assurer la sécurité entière des personnes et des biens sur toute l'étendue de son territoire.

Le Gouvernement s'est également engagé à renforcer la situation sécuritaire à sa frontière sud-est. Pour ce faire, il a déployé une équipe du DIS à Haraze afin de renforcer la sécurité des 6 227 réfugiés centrafricains. Dans le souci d'assurer la sécurité à l'intérieur et autour des camps de réfugiés et de personnes déplacées, il a pris des dispositions pour organiser des escortes et à sécuriser les zones. Aussi a-t-il affecté un véhicule à Goré et un autre à Maro pour les escortes des humanitaires afin de corriger ce que les humanitaires appellent « payer les escortes » en attendant le déploiement des éléments du DIS à Doha dans le Samamat, à Goré dans le Logone Oriental et à Maro dans le Moyen-Chari.

En application de l'aide-mémoire du 15 mai 2010 entre le Gouvernement du Tchad et les Nations Unies, 150 gendarmes et policiers sont mis à la disposition de la MINURCAT pour la présélection et la formation dans le cadre de la dernière promotion des éléments du Détachement intégré de sécurité afin d'atteindre le nombre de 1 000 éléments. Le Gouvernement de son côté propose le recrutement de 400 jeunes bacheliers pour les former et renforcer l'effectif du DIS afin de faciliter l'acheminement de l'aide humanitaire et la libre circulation du personnel humanitaire en contribuant à améliorer la sécurité dans les zones des opérations.

La coordination des activités sécuritaires est suivie par un Bureau de sécurisation et des mouvements (BSM) qui a pour mission d'apprécier l'évolution de la sécurité des biens et des personnels humanitaires au sein d'une zone de sécurité, de décider des modalités d'exécution des déplacements et de la sécurisation du personnel et des installations en relation avec l'évolution des conditions sécuritaires. Ce bureau est opérationnel; il est installé dans toutes les zones des réfugiés et déplacés.

Le plan de pérennisation de finances et logistique

Le Détachement intégré de sécurité est composé de gendarmes et de policiers tchadiens. C'est un corps institué exclusivement pour assurer le maintien de l'ordre et le respect de la loi dans les camps des réfugiés, les sites regroupant les personnes déplacées internes et les villes principales de l'est et d'aider à assurer la sécurité des opérations humanitaires à l'est du Tchad.

C'est pourquoi le Gouvernement entend conserver en l'état cette force efficace bien formée selon les normes internationales et les règles des droits humains tout en la montant en puissance tant sur le plan humain que matériel après le retrait de la MINURCAT jusqu'au dénouement de la crise du Darfour et de la République centrafricaine qui permettrait le retour des réfugiés. Les éléments du DIS gardent leur statut de gendarmes et de policiers tchadiens qui travaillent dans leur pays tout en conservant leurs avantages nationaux. Ils vont bénéficier des indemnités de risques qui remplaceront les subsides versés par la MINURCAT. Le Gouvernement assumera pleinement la prise en charge du DIS tant sur le plan financier, logistique et matériel.

Finances

L'élaboration du projet de budget 2011 de l'unité de finances ou fonctionnement du DIS est basée sur l'article 16 du décret n° 1131/PR/08 du 27 septembre 2008 portant création et organisation du DIS et qui accorde aux membres du DIS les avantages nationaux et autres. C'est pourquoi la prévision en

budget et finances ou fonctionnement est de l'ordre de 3 200 652 000 FCFA, répartie de la manière suivante :

- La prime globale d'alimentation (PGA), la masse générale d'entretien (MGE) pour un effectif de mille (1 000) agents calculées sur la base de taux opérationnels, se chiffrent à soixante et un millions deux cent mille (61 200 000) FCFA. Les vivres administratifs, calculés sur la base du taux opérationnel sont estimés à cent soixante-deux millions quatre cent trente-deux mille (162 432 000) FCFA;
- Pour l'année 2011, l'unité budget et finance a reconduit les allocations annuelles versées au personnel du DIS par la MINURCAT. Pour un effectif de mille (1 000), le budget s'élève à deux milliards six cent soixante dix-sept millions vingt mille (2 677 020 000 FCFA). À cela s'ajoute les salaires indiciaires du personnel versés par leurs corps d'origine;
- La formation continue interne en droit humanitaire et externe est évaluée à une prévision de cent millions (100 000 000) FCFA;
- Et les frais de missions pour les descentes sur les terrains et faire l'évaluation de la situation sécuritaire est d'une prévision de cent millions (100 000 000) FCFA;
- Un fonds de cent millions (100 000 000) pour les renseignements est également prévu sur le budget. Car pour une efficacité des actions à mener dans le cadre de la prévention et de la répression des actes de banditisme à l'est, nous avons jugé indispensable l'octroi de ce fond. Pourtant, le renseignement, ça s'achète, comme on le sait tous.

À cela s'ajoute les salaires indiciaires versés par leurs départements respectifs du Ministère de la défense nationale et du Ministère de l'intérieur et de la sécurité publique.

Logistique et matériel

L'élaboration du projet de budget 2011 de l'unité logistique du DIS est basée sur les données des exercices passés de la MINURCAT tout en tenant compte de l'environnement nouveau à l'Est, au Salamat, au Moyen-Chari et dans le Logone oriental. La prévision en logistique est de l'ordre d'un montant de 3 952 421 000 FCFA, répartie comme suit :

1. Achat de matériels et fournitures de bureau	184 625 000 FCFA
2. Achat et entretien des groupes électrogènes.	70 000 000 FCFA
3. Achat de matériels de logement	160 700 000 FCFA
4. Achat de tanks et eau	45 000 000 FCFA
5. Achat matériels informatiques	729 300 000 FCFA
6. Achat ambulances et entretien véhicules	300 200 000 FCFA
7. Achat carburant et lubrifiant	963 854 000 FCFA
8. Achat de matériels de sécurité	250 312 000 FCFA
9. Achat d'uniformes et drapeau	331 000 000 FCFA
10. Atelier de véhicules (pièces de rechange)	324 000 000 FCFA

11. Transmissions et communications	492 430 000 FCFA
12. Santé.	101 000 000 FCFA

Ce budget de l'année 2011 a été élaboré en tenant compte des dépenses engagées par les partenaires pour soutenir les éléments du Détachement intégré de sécurité. Ce budget est assez raisonnable. Pour le moment, il est arrêté à 7 153 073 000 FCFA. À l'issue de l'exercice 2011, l'on sera fixé en fonction de l'environnement pour une augmentation ou réduction.

D'une manière générale, les obligations sécuritaires et humanitaires à l'est et au sud-est du Tchad amène le Gouvernement à faire des efforts financiers de l'ordre de 12 millions de dollars par mois et ce, sans compter le coût des opérations de sécurisation de la frontière dans le cadre des forces mixtes tchado-soudanaises. L'appui logistique pour sécuriser les camps des réfugiés, les sites des personnes déplacées et les principales villes, de police de proximité et d'intervention, des escortes des humanitaires nécessite le soutien des partenaires privilégiés, et c'est le lieu de le rappeler. C'est pourquoi la gestion des besoins de l'espace humanitaire et de leur prise en charge concerne le Gouvernement, les partenaires des Nations Unies, de l'Union européenne et autres pays amis. La conjugaison des efforts communs nous permettra d'accompagner les réfugiés soudanais, centrafricains et les déplacés pour leurs retours et leurs réinstallations volontaires, dans des conditions sûres et durables dans leurs pays respectifs et leur villages d'origine.

En vue de la pérennisation du DIS, la résolution 1923 (2010) prévoit un apport de la MINURCAT par le transfert du trust fund récolté au nom du DIS. Mais de manière concrète, il n'y a aucun apport nouveau à la pérennisation du DIS; car la MINURCAT fait observer que certaines contributions promises ne sont pas encore effectivement versées au trust fund. Aux dernières nouvelles, la MINURCAT n'aura que 2 millions de dollars pour ne couvrir les besoins du DIS que jusqu'au 31 décembre 2010, date de la fin de la Mission. Le Tchad risque de se retrouver seul à prendre en charge le DIS, tout comme il le fait pour ses autres forces de sécurité. Aussi le Gouvernement tchadien ne comprend pas l'insistance de la communauté internationale, notamment du Conseil de sécurité, à lui demander des comptes sur la pérennisation du DIS, alors que cette communauté cesse sa contribution financière destinée à sa pérennisation comme souhaité. Aussi le Tchad réitère-t-il sa demande auprès de la communauté internationale pour qu'elle poursuive sa contribution financière au profit du DIS, et ce avec les encouragements du Conseil de sécurité.